

**Édition
méthane**

Émissions impossibles :

Comment les émissions des géants de la viande et des produits laitiers contribuent au réchauffement climatique



The information in this document has been obtained from sources believed reliable and in good faith but any potential interpretation of this report as making an allegation against a specific company or companies named would be misleading and incorrect. The authors accept no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from the use of this document or its contents.

This report was written and researched by the Changing Markets Foundation and Institute for Agricultural and Trade Policy, in collaboration with independent researchers.

We would like to thank all our contributors and reviewers.

www.changingmarkets.org

www.iatp.org



Designed by Pietro Bruni: toshi.ltd

Printed on recycled paper

Published in November 2022



IATP gratefully acknowledges the support from Heinrich Boell Foundation for this report.

Résumé analytique

Ce rapport évalue pour la première fois les émissions de méthane de cinq des plus grandes entreprises du secteur de la viande et de dix des plus grandes entreprises de la filière laitière. Leurs émissions de méthane cumulées s'élèvent à environ 12,8 millions de tonnes, ce qui correspond à plus de 80 % de l'empreinte méthane totale de l'Union européenne. Les émissions de ces entreprises représentent environ 3,4 % de l'ensemble des émissions anthropiques mondiales de méthane et 11,1% du méthane provenant de l'élevage dans le monde. Le rapport présente également les dernières estimations concernant les émissions globales de gaz à effet de serre (GES) de ces mêmes entreprises, qui s'élèvent à environ 734 millions de tonnes d'équivalent CO2, soit plus que les émissions de l'Allemagne. Le rapport appelle à la mise en place d'une législation urgente et ambitieuse afin de remédier aux impacts climatiques considérables des entreprises internationales du secteur de la viande et des produits laitiers. Il exhorte les gouvernements à soutenir une transition juste pour la transformation de l'élevage industriel vers l'agroécologie.

Le changement climatique fait des ravages à l'échelle mondiale. Il se traduit par des phénomènes météorologiques extrêmes et de plus en plus fréquents (inondations, feux de forêt) et des processus climatiques à évolution lente, tels que les sécheresses, la désertification et l'élévation du niveau de la mer. Les dérèglements climatiques affectent déjà les agriculteurs du monde entier, car nos systèmes agricoles dépendent exclusivement de conditions climatiques stables. Plus les températures mondiales augmenteront, plus les perturbations de la production alimentaire seront dangereuses. Il est impératif de réduire rapidement les émissions au cours de cette décennie afin d'éviter un changement climatique catastrophique, comme le soutient le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).¹

Les réductions d'émissions de méthane ont particulièrement été identifiées comme des leviers essentiels en vue d'éviter le dépassement de température ainsi que les points de rupture les plus dangereux. Bien que la durée de vie du méthane soit courte, ce gaz est extrêmement puissant. Son potentiel de réchauffement est environ 80 fois

supérieur à celui du CO2 sur une période de 20 ans, mais il ne reste dans l'atmosphère qu'une dizaine d'années.² Selon l'évaluation mondiale du méthane du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), il est nécessaire de réduire les émissions de méthane d'au moins 40 à 45 % au cours de cette décennie, qui est cruciale dans la lutte pour le climat.³ L'élevage constitue la principale source de méthane, responsable d'environ 32 % des émissions anthropogéniques.⁴ Dans ce rapport, nous évaluons les émissions de certaines des plus grandes entreprises des filières de la viande et des produits laitiers.

Principales conclusions :

- Nos analyses montrent que les émissions de méthane combinées de ces 15 entreprises dépassent de loin l'empreinte méthane de nombreux pays, dont la Russie, le Canada, l'Australie et l'Allemagne. Elles sont 52 % plus élevées que les émissions de méthane liées à l'élevage de l'UE et 47 % plus élevées que celles des États-Unis.
- Les émissions de méthane de ces entreprises, prises individuellement, sont également comparables aux émissions de méthane provenant de l'élevage des pays. Par exemple, les émissions de méthane de la société Marfrig rivalisent avec celles de l'ensemble du secteur de l'élevage en Australie. Celles de la société Tyson sont comparables à celles de la Fédération de Russie. Enfin, celles de la société Dairy Farmers of America correspondent aux émissions de méthane liées à l'élevage du Royaume-Uni.
- Les émissions de méthane générées par la société JBS sont de loin supérieures à celles de toutes les autres entreprises. Ses émissions de méthane dépassent les émissions de méthane liées à l'élevage de la France, de l'Allemagne, du Canada et de la Nouvelle-Zélande réunis. Elles représentent 55 % des émissions de méthane lié à l'élevage des États-Unis.
- Quand on les évalue sur une période de 20 ans, soit l'échelle la plus pertinente pour l'action climatique, ces émissions sont encore plus élevées : elles représentent entre près de la moitié et les trois quarts de l'empreinte carbone estimée de ces entreprises (émissions de GES), ce qui souligne l'urgence d'agir sur le méthane.
- Le total global de leurs émissions de GES est également considérable, légèrement supérieur à celui de l'Allemagne. Si cet ensemble de 15 entreprises était considéré comme un État, il se situerait au dixième rang des pays qui émettent le plus de GES dans le monde.⁵ Les émissions combinées de ces entreprises dépassent également celles de sociétés pétrolières telles qu'ExxonMobil, BP et Shell.
- Malgré l'énorme impact de ces entreprises sur le climat, la plupart ne déclarent ni leurs émissions totales de GES ni leurs émissions de méthane spécifiques. Neuf entreprises sur 15 (60 %) ne déclarent pas leurs émissions ou ne déclarent pas les émissions totales de leur chaîne d'approvisionnement (« scope 3 »). Aucune d'entre elles n'a déclaré les émissions de méthane de sa chaîne d'approvisionnement.

Face aux émissions de méthane, les gouvernements traînent des pieds

À l'occasion de la COP26 à Glasgow, plus de 110 pays se sont engagés à respecter le Pacte mondial pour le méthane (ci-après « le Pacte »), avec pour objectif commun de réduire les émissions mondiales de méthane de 30 % d'ici à 2030. Les 15 entreprises analysées dans ce rapport possèdent leur siège social dans dix pays du monde. Tous, à l'exception de la Chine, sont des pays signataires du Pacte. Cinq de ces pays ont augmenté leurs émissions de

méthane liées à l'élevage au cours des dix dernières années, comme le rapporte la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques : Les États-Unis (plus de 5 %), le Brésil (plus de 6 %), la Chine (plus de 17 %), la Nouvelle-Zélande (plus de 3 %) et les Pays-Bas (près de 2 %). Cinq pays (Canada, Allemagne, Danemark, Suisse et France) sont parvenus à réduire légèrement les émissions de méthane provenant de l'élevage, mais le rythme des réductions ne correspond pas à l'engagement pris. Le seul pays ayant affiché une diminution de plus de 5 % de ses émissions au cours de la dernière décennie est la France, le plus grand émetteur de méthane lié à l'élevage de l'UE. Une réglementation efficace de l'élevage industriel est indispensable si nous voulons obtenir les réductions de méthane requises et engager la transformation du système alimentaire nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux.

La marche à suivre

Quatre ans après la publication du premier rapport de la série « Émissions impossibles », les données disponibles publiquement concernant les émissions des entreprises restent incomplètes, non comparables entre les entreprises ou les années et, le plus souvent, inexistantes. Les données élémentaires permettant de calculer les émissions de manière indépendante, comme les chiffres relatifs à la production annuelle de viande et de lait par région, ne sont pas publiées par les entreprises ou sont communiquées de manière incohérente au fil du temps. En l'absence de règles strictes en matière de déclaration des émissions, les objectifs climatiques et les rapports volontaires conduisent à des niveaux élevés d'éco-blanchiment (*greenwashing*). Les rapports obligatoires et les vérifications indépendantes sont indispensables pour déterminer si les objectifs climatiques de neutralité carbone (ou autres) des entreprises permettent de limiter le réchauffement à 1,5°C. Les nouvelles règles qui pourraient être adoptées aux États-Unis et dans l'Union européenne en matière de déclaration des émissions, de risques climatiques et de prévention des revendications environnementales relevant du greenwashing, pourraient représenter des opportunités de changement.

Il est urgent de réduire les émissions de méthane au cours de cette décennie. Pourtant, les décideurs politiques ont identifié des solutions qui ne font que modifier les contours du système extractif du secteur de l'élevage. Les gouvernements limitent leur intervention à des solutions techniques sans prendre sérieusement en considération les transformations systémiques qui sont nécessaires au niveau de la production, de la commercialisation et de la consommation des produits issus de l'élevage. Pour agir sur le méthane provenant de l'élevage, il est essentiel de bien comprendre les moteurs de la production animale industrielle de masse et de multiplier les interventions politiques visant à réduire le nombre d'animaux exploités pour la production de viande et de produits laitiers. Un ensemble exhaustif de réglementations est nécessaire pour garantir que la responsabilité de la réduction des émissions incombe aux entreprises qui façonnent et dirigent la chaîne d'approvisionnement. Les agriculteurs à l'intérieur et à l'extérieur de ces chaînes d'approvisionnement doivent être soutenus pour jouer un rôle essentiel dans une transition planifiée, délibérée et juste de la production animale industrielle de masse vers des systèmes agroécologiques sains pour la planète et les êtres humains.

Les recommandations de IATP et Changing Markets à l'intention des gouvernements :

- *Instaurer des objectifs contraignants de réduction des GES et de méthane pour le secteur agricole, conformément à l'objectif mondial visant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C.*
- *Obliger les entreprises à déclarer de manière cohérente et exhaustive leurs émissions de GES, y compris celles relevant du scope 3, et à établir des objectifs de réduction des émissions conformes aux données scientifiques. Cela doit inclure un mécanisme de vérification par des tierces parties indépendantes. En outre, les émissions de méthane, d'oxyde nitreux et de dioxyde de carbone doivent être déclarées séparément.*
- *Adopter une transition progressive et ascendante pour les exploitations agricoles afin de réduire le nombre de têtes de bétail, conformément à une politique de transition juste pour la transformation du secteur de l'élevage.*
- *Réglementer tous les polluants (en plus du méthane) issus de l'élevage industriel de masse pour faciliter la transition de ce modèle d'élevage industriel vers l'agroécologie.*
- *Réformer les politiques agricoles (la politique agricole commune de l'UE, la Farm Bill des États-Unis, etc.) afin de favoriser des avancées environnementales et sociales et d'encourager une transformation agroécologique du secteur, en abandonnant l'élevage industriel de masse au profit de systèmes d'élevage sains pour la planète et les populations. Cela implique de supprimer les subventions destinées à la production de masse de céréales fourragères et de conditionner l'octroi des aides agricoles à des résultats environnementaux et sociaux positifs.*

Recommandations à l'intention des entreprises

- *Instaurer des objectifs de réduction des émissions et des plans d'action conformes à l'objectif mondial de limitation du réchauffement climatique à 1,5°C. Il convient de donner la priorité à la réduction des émissions de l'entreprise en valeur absolue, plutôt qu'en valeur relative (intensité carbone), et notamment des émissions relevant du scope 3. Les entreprises doivent également inclure des rapports transparents, concernant notamment le taux d'abattage et la production de lait, afin de permettre une vérification indépendante de leurs déclarations relatives au climat.*
- *Établir des objectifs distincts de réduction du méthane et des plans d'action pour les réaliser, comprenant la publication de rapports séparés sur les émissions de méthane. Les rapports doivent également inclure la déclaration des investissements réalisés dans les mesures d'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation.*
- *Réduire le nombre de têtes de bétail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et créer un plan de transition équitable avec les agriculteurs et les travailleurs des chaînes d'approvisionnement mondiales.*
- *Soutenir les politiques progressistes en matière de climat, d'environnement et de santé qui permettront une transition vers des régimes alimentaires plus sains et plus respectueux de l'environnement.*

Références

1

GIEC (2022) Newsroom. [EN LIGNE] Disponible (anglais) sur: <https://www.ipcc.ch/2022/04/04/ipcc-ar6-wgi-ii-pressrelease>. Version française : <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2022/04/IPCC-AR6-WG-III-Press-Release-French.pdf>

2

GIEC (2013). *Changements climatiques (2013) – Les éléments scientifiques - Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du GIEC : forçage radiatif anthropique et naturel*. P. 714 [EN LIGNE]. Disponible sur : <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg1/here>

3

PNUE (2021) *Évaluation mondiale du méthane : résumé à l'intention des décideurs*. [EN LIGNE]. Disponible (anglais) sur : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/35917/GMA_ES.pdf

4

PNUE (2021) *Évaluation mondiale du méthane : résumé à l'intention des décideurs*.

5

Climate Watch (n.d.) Émission historiques de GES. [EN LIGNE] Disponible (anglais) sur : https://www.climate-watchdata.org/ghg-emissions?end_year=2019&start_year=1990

*Références (*infographie*)

Food engineering (2021). 2021 Top 100 Food & Beverage Companies. [EN LIGNE]. Disponible sur: <https://www.foodengineeringmag.com/2021-top-100-food-beverage-companies>

Marfrig (n.d) Our operations. [EN LIGNE]. Disponible sur: <https://ri.marfrig.com.br/en/grupo-marfrig/global-capacity/our-operations/>

WH Group. (n.d) Homepage [EN LIGNE]. Disponible sur: <http://www.wh-group.com/html/index.php>

Danish Crown. (n.d) Who are we? [EN LIGNE]. Disponible sur: <https://www.danishcrown.com/en-gb/about-us/we-take-the-lead/>

Rabobank (2021) Global dairy markets: new leader, sustainability, dairy alternatives, and changing demographics shaping the future. [EN LIGNE]. Disponible sur: <https://www.rabobank.co.nz/media-releases/2021/210826-global-dairy-top-20/>

McCaughren, S. (2019) Global leader in dairy suffers from struggling Chinese expansion plan. Farming Independent, June 3, 2019. [EN LIGNE]. Disponible sur: <https://www.independent.ie/business/farming/agri-business/global-leader-in-dairy-suffers-from-struggling-chinese-expansion-plan-38173712.html>

Perry, N. (2019) New Zealand dairy giant Fonterra retrenches after big losses AP, September 26, 2019. [EN LIGNE]. Disponible sur: <https://apnews.com/article/48366e2744c9454081daac7ede64a553>

